

Forum méditerranéen des parties prenantes sur l'environnement et l'action climatique « Favoriser le changement de comportement »

ONG/OSC, parlementaires, journalistes, organisations de femmes et de jeunes,
et autres acteurs se réunissent au Caire

21-23 octobre 2025, Le Caire, Égypte

RÉSULTATS DU FORUM

Coorganisé et co-financé par :

Le projet « Soutien à l'eau et à l'environnement – Biodiversité et action climatique (WES-BCA) dans la région du Voisinage Sud »



WES-BCA
Water and Environment Support -
Biodiversity and Climate Action
in the Neighbourhood South region



Funded by
the European Union



رائد - RAED



CIHEAM
BARI



LDK
CONSULTANTS



MedWaves
the UNEP/MAP Regional
Activity Centre for SCP

Le Programme pour la mer Méditerranée (MedProgramme) : «Renforcer la sécurité environnementale»



PROGRAMME



European Bank
for Reconstruction and Development



Mediterranean
Action Plan
Barcelona
Convention

Accueilli en Égypte par le membre du consortium WES-BCA :



رائد - RAED

الشبكة العربية للبيئة والتنمية "رائد"
Arab Network for Environment
and Development "RAED"



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



Mediterranean
Action Plan
Barcelona
Convention

50th Anniversary

Sommaire

En bref...	3
Messages clés du Forum, tels que communiqués à la COP24 de la Convention de Barcelone le 4 décembre 2025	4
Propositions des participants regroupées par sessions du Forum	6
Faire progresser l'Éducation au développement durable (EDD) pour impulser un changement transformateur aux niveaux individuel, institutionnel et collectif.....	6
Démêler la crise du plastique : responsabilité, complexité et solutions fondées sur la science	6
Comment la société civile et les communautés locales peuvent impulser des solutions pour la biodiversité.....	7
Le rôle multiforme des parlementaires et des autorités locales	8
Comment les médias traditionnels et nouveaux peuvent façonner les comportements climatiques	8
Appliquer des approches transformatrices en matière de genre dans l'action environnementale et climatique de la société civile méditerranéenne	9
Recommandations spécifiques des jeunes du Forum méditerranéen des parties prenantes sur l'environnement et l'action climatique	11
Recommandations spécifiques au FEM et à l'UE en matière de suivi de l'action environnementale et climatique	13
Synthèse globale des propositions du Forum	14

En bref...

Le Forum a été coorganisé et co-financé par le projet financé par l'UE « Water and Environment Support – Biodiversity and Climate Action (WES-BCA) dans la région du Voisinage Sud » et le Programme pour la mer Méditerranée (MedProgramme) financé par le FEM : « Renforcer la sécurité environnementale », et accueilli par le membre du consortium WES-BCA RAED (Réseau arabe pour l'environnement et le développement). Tous les principaux cadres politiques régionaux (l'UE, l'Union pour la Méditerranée, le Plan d'action méditerranéen du PNUE, et la Ligue des États arabes) ont soutenu le Forum, de même que le ministère de l'Environnement de l'Égypte.

Plus de 170 parties prenantes ont participé, allant des ONG/OSC environnementales, de développement et culturelles, aux jeunes, aux femmes, aux parlementaires, aux journalistes, aux universitaires, aux éducateurs, aux spécialistes de l'eau, aux entreprises engagées, aux autorités locales, ainsi qu'à certains représentants gouvernementaux et organisations intergouvernementales.

L'équilibre de genre parmi les participants en personne était excellent (proche de 50 %) avec 45 % d'hommes et 55 % de femmes, tandis qu'environ 23 % des participants étaient des jeunes, qui ont contribué à toutes les tables rondes du Forum. Le taux de satisfaction des participants s'élevait à 92 % selon les formulaires d'évaluation remplis à la fin du Forum et renvoyés quelques jours plus tard. Plusieurs participants ont formulé des suggestions pour organiser un Forum encore meilleur à l'avenir.

Le regroupement ciblé et soigneusement sélectionné des parties prenantes du MedProgramme et du WES-BCA provenant de 12 pays partenaires combinés (Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Monténégro, Maroc, Palestine, Tunisie et Türkiye), complété par des experts et intervenants de divers pays supplémentaires (Belgique, Croatie, Chypre, France, Grèce, Italie, Portugal, Serbie et Espagne) – soit un total de 21 pays – a permis un forum très interactif et productif.

La Méditerranée est en première ligne du changement climatique. L'élévation des températures et du niveau de la mer, la pénurie d'eau, la désertification, les événements météorologiques extrêmes et la pression croissante sur les écosystèmes menacent le bien-être d'un nombre croissant de communautés dans la région.

Alors que les pays et les organisations intergouvernementales accélèrent leurs efforts pour passer à des économies bas carbone plus résilientes face aux impacts négatifs du changement climatique et à ses conséquences socio-économiques généralisées, de nouvelles pressions émergent constamment et les progrès ne sont pas assez rapides.

Les acteurs non étatiques, malgré un contexte difficile (réduction de l'espace civique, accès limité au financement, etc.), ne restent pas en retrait : ils portent au contraire des avancées innovantes sur de multiples fronts. Le rôle catalyseur de la société civile pour favoriser un plus large consensus sociétal en faveur de la mise en œuvre réussie des politiques nationales, régionales et internationales concernées n'a jamais été aussi reconnu et apprécié. Ces organisations et leurs membres constituent la partie la plus active et saine de notre société, qui, de diverses manières dans les différents pays de la région, assistent les gouvernements, mènent des actions de plaidoyer, de sensibilisation, d'éducation sur des enjeux clés comme le changement climatique, comblent les lacunes et inefficacités administratives, contribuent à la restauration de l'environnement ou surveillent la pollution via la science participative, etc.

La sensibilisation au changement climatique et aux enjeux environnementaux reste limitée dans la région du Voisinage Sud, tant parmi les secteurs économiques que le grand public, alors qu'il s'agit de la deuxième région du monde qui se réchauffe le plus rapidement (après l'Arctique) et qu'elle inclut certains

des pays les plus vulnérables aux impacts climatiques. Beaucoup perçoivent la protection de l'environnement, l'inversion de la perte de biodiversité et l'action climatique comme des priorités secondaires par rapport aux défis économiques, au chômage et aux troubles politiques. Cela est particulièrement vrai en ce moment.

Pour accélérer l'impact et ne pas rater de beaucoup les objectifs climatiques, il faut en faire davantage dans un contexte méditerranéen et mondial en constante évolution : les élus doivent être au fait des faits scientifiques, conscients des solutions inclusives de pointe et en réseau avec d'autres groupes de parties prenantes ; les réseaux de jeunes recherchent un engagement significatif dans l'élaboration des politiques qui assurent emplois et sécurité, tout en étant particulièrement efficaces dans la sensibilisation numérique et l'influence sur le comportement de leurs pairs ; les politiques, programmes et processus environnementaux et climatiques réactifs accusent encore du retard et sont lents à se mettre en place ; un journalisme constructif, éthique et de haute qualité au service de l'intérêt public et bâtissant la confiance nécessite inclusivité et renforcement des compétences ; la recherche et le milieu académique doivent faire progresser la science, les connaissances et l'innovation, adopter une approche institutionnelle globale en se rapprochant des législateurs et décideurs politiques, mais aussi du secteur privé et de la société dans son ensemble ; les OSC et ONG doivent, entre autres, bénéficier d'un soutien financier et institutionnel et être bien équipées pour stimuler l'adoption fondée sur des preuves de comportements et d'attitudes appropriés en faveur d'une action climatique améliorée et d'une protection environnementale efficace.

Les conclusions et recommandations du Forum seront diffusées auprès des instances politiques méditerranéennes concernées et des réseaux de parties prenantes, notamment dans le cadre des consultations sur le Pacte pour la Méditerranée, du système PNUE/PAM – Convention de Barcelone et de la Commission méditerranéenne du développement durable (CMDD), ainsi qu'auprès de l'Union pour la Méditerranée, dans le but d'alimenter le dialogue, la coopération et la mise en œuvre des politiques en cours dans toute la région.

Messages clés du Forum, tels que communiqués à la COP24 de la Convention de Barcelone le 4 décembre 2025

Des interventions plus urgentes sont nécessaires, en accélérant les mesures sans regret, inspirées de bonnes pratiques, afin de résister au fatalisme et à l'inertie.

Les gouvernements, malgré de nombreux efforts sincères, de bonnes initiatives et certains succès sur de nombreux enjeux clés, semblent « courir pour rattraper le retard » malgré les preuves et connaissances, les solutions applicables et reproductibles à faible coût, les nouvelles technologies et outils numériques, les stratégies et déclarations. Pourquoi ? En raison du retard dans le renforcement des structures de gouvernance, l'établissement d'institutions solides qui travaillent ensemble, en transparence, avec reddition de comptes, en collaboration étroite avec la société civile. Cette dernière doit à son tour renforcer sa reddition de comptes, sa contribution fondée sur des preuves et son efficacité. Renforcer le rôle des ONG/OSC n'est pas pour qu'elles remplacent les gouvernements, mais pour les assister et introduire une gouvernance de nouvelle génération.

La société civile salue l'engagement aux niveaux régional et national à mettre en œuvre des approches de gouvernance hautement intégrées, comme la Stratégie pour le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-

Écosystèmes (WEFE) dans le continuum Source-Mer en Méditerranée en tant que cadre directeur pour l'action régionale et nationale.

En même temps, la société civile est découragée par la résistance de certains gouvernements et secteurs économiques à aller au bout lorsqu'il s'agit d'aborder de manière efficace et efficiente des défis plus complexes tels que la pollution plastique et la décarbonation maritime.

Nous voulons manifester notre détermination à porter l'espoir et nous avons besoin des jeunes à nos côtés à chaque étape. Les jeunes, à leur tour, saluent les initiatives et efforts régionaux qui se concentrent sur les jeunes et les impliquent, comme la Stratégie Jeunesse de l'UpM, l'initiative d'élargir la catégorie des Membres non contractants du CMDD pour inclure les organisations régionales et sous-régionales de jeunes (et de femmes) travaillant dans le domaine de l'environnement et du développement durable. Les attentes des jeunes sont également élevées vis-à-vis du nouveau Pacte pour la Méditerranée, où il est clairement mentionné qu'une attention particulière doit être accordée à l'autonomisation et à l'engagement constructif des jeunes.

Il existe des défis majeurs pour la société civile, liés à la réduction de l'espace civique dans le monde entier, avec un accès correspondant limité aux ressources financières nécessaires pour permettre aux ONG/OSC de rester à l'avant-garde de l'innovation et d'être des partenaires efficaces et efficaces.

Nous partageons la responsabilité de renforcer la résilience au sein de nos bases respectives de parties prenantes. Nous devons voir le succès au niveau régional atteindre et affecter les personnes et la nature aux niveaux national et local. Nous avons besoin de cadres juridiques cohérents qui fournissent des incitations et un environnement favorable à la durabilité. Et d'un financement durable de la mise en œuvre.

Propositions des participants regroupées par sessions du Forum

Faire progresser l'Éducation au développement durable (EDD) pour impulser un changement transformateur aux niveaux individuel, institutionnel et collectif

« L'EDD est instrumentale pour atteindre tous les ODD, avec des contributions clés des gouvernements mais aussi des groupes de parties prenantes, tels que les jeunes, les femmes, les éducateurs, les médias, les décideurs politiques et les autorités locales. »

- Intégrer la durabilité comme principe central plutôt qu'un ajout dans les établissements éducatifs, y compris les universités, en soulignant l'importance de la cohérence structurelle et d'une culture participative pour impulser un changement transformateur.
- Particulièrement pour les instituts d'enseignement supérieur : appel à passer de l'enseignement du développement durable à son incarnation dans la pratique, avec un accent sur l'autonomisation des jeunes et la science ouverte.
- En ce qui concerne le Comité méditerranéen pour l'EDD (CMEDD) : renforcer le soutien au sein des pays pour rendre les gouvernements plus actifs concernant la Stratégie méditerranéenne sur l'EDD et son Plan d'action – en tant que cadre commun pour le changement transformateur – également par la sensibilisation auprès des parlements.
- Considérer le Pacte pour la Méditerranée comme une excellente occasion et un contexte pour soutenir le travail du CMEDD.
- Souligner l'importance de l'éducation pour autonomiser les jeunes en faveur du développement durable dans la région ; pour favoriser la collaboration, le changement de comportement et la sensibilisation environnementale à travers la Méditerranée.
- Concevoir et mettre en œuvre conjointement des projets EDD formels, non formels et informels sur le changement climatique et d'autres enjeux importants pour la Méditerranée.
- Soutenir et capitaliser sur les campagnes de sensibilisation régionales telles que « Notre climat – Notre communauté » du WES-BCA.

Démêler la crise du plastique : responsabilité, complexité et solutions fondées sur la science

- *Adopter une approche coordonnée « de la source à la mer »* : L'entrée des déchets plastiques dans l'environnement marin se produit par une multitude de sources ponctuelles et diffuses, provenant à la fois de sources terrestres et océaniques. Les fleuves constituent une voie importante pour les déchets marins, contribuant à la prolifération des plastiques dans les environnements côtiers et marins. Cela souligne la nécessité d'une approche coordonnée et holistique pour lutter contre la pollution plastique marine à sa source, rendant l'approche « de la source à la mer » clé pour une action efficace.
- *Renforcer la compréhension scientifique et l'accessibilité des connaissances* : Pour aborder efficacement la pollution plastique marine, une compréhension approfondie et complète de tous les aspects des plastiques est essentielle, y compris leur composition, leurs mécanismes de dégradation et leur faisabilité de recyclage. Des connaissances scientifiques solides et actualisées ne sont pas facilement disponibles ou accessibles à toutes les parties prenantes, entraînant souvent des idées fausses et des « fausses » solutions. En donnant aux parties prenantes les moyens d'agir grâce à une

meilleure compréhension des différentes dimensions du plastique, celles-ci deviennent des acteurs essentiels dans la mise en place de solutions viables pour lutter contre les déchets marins.

- *Élargir les projets pilotes et tirer parti de l'apprentissage collectif* : De nombreux projets pilotes pour la prévention et l'atténuation des déchets marins ont été menés en Méditerranée. Le défi est maintenant d'élargir ces actions et expériences pilotes aux niveaux régional et national. Dans ce contexte, tirer parti de l'apprentissage collectif est essentiel, tout en reconnaissant et en traitant les spécificités locales pour garantir des solutions efficaces.
- *Promouvoir une sensibilisation et une éducation fondées sur la science* : Des campagnes de sensibilisation ciblées et fondées sur la science, ainsi que des activités éducatives, représentent des mesures essentielles pour engager un public diversifié dans le changement de paradigme nécessaire dans la façon dont nous concevons, produisons et consommons. Cela soutiendra la transition des sociétés du jetable vers des côtes et mers sans déchets.
- *Encourager des comportements responsables et l'innovation sociale* : Promouvoir des comportements responsables de tous les acteurs sociétaux et renforcer la responsabilité globale sont cruciaux pour aborder les déchets marins. De plus, prioriser l'accessibilité et l'abordabilité des solutions contre les déchets marins dans des sociétés inclusives et justes est primordial. Dans ce contexte, les innovations sociales liées à la production, la distribution et la consommation de produits doivent être considérées comme une approche pivot pour passer de la production et utilisation linéaires des plastiques à une modèle circulaire.

Comment la société civile et les communautés locales peuvent impulser des solutions pour la biodiversité

- *Renforcer l'action communautaire pour la protection et la restauration de la biodiversité* :
 - Reconnaître et financer les OSC, coopératives locales et groupes communautaires comme partenaires actifs dans les efforts nationaux de restauration, en particulier dans les zones côtières et rurales.
 - Soutenir la co-gestion des aires protégées et des autres sites de conservation, en s'appuyant sur les expériences réussies méditerranéennes et les réseaux similaires.
 - Élargir les solutions fondées sur la nature qui créent des opportunités de revenus inclusives – telles que la pêche durable, l'écotourisme et la restauration des terres – tout en maintenant l'intégrité écologique.
- *Utiliser les réserves de biosphère de l'UNESCO comme laboratoires vivants pour la durabilité* :
 - Renforcer et étendre les réserves de biosphère méditerranéennes comme espaces idéaux pour intégrer conservation, éducation et moyens de subsistance durables.
 - Les promouvoir comme zones de démonstration pour l'apprentissage basé sur les valeurs, la science citoyenne et le dialogue entre science, politique et communautés locales.
- *Traduire les objectifs mondiaux en mesures locales réalistes* :
 - Adapter les objectifs 30x30 et de restauration de l'UE aux réalités méditerranéennes – écosystèmes fragiles, forte densité de population et pressions socio-économiques – via une planification locale participative et inclusive.

- Veiller à ce que les Plans d'action pour les solutions fondées sur la nature (PASN) et les plans de restauration soient élaborés avec des processus de consultation inclusifs impliquant ONG, jeunes, femmes, médias et autorités locales.
- *Investir dans la communication, l'éducation et le changement de comportement :*
 - Lancer des campagnes de sensibilisation régionales coordonnées et inclusives reliant la biodiversité à la vie quotidienne – eau, alimentation, santé et emplois – pour dépasser la perception de la biodiversité comme concept abstrait ou « consommateur » d'eau.
 - Intégrer les valeurs de biodiversité dans les systèmes éducatifs formels et l'apprentissage informel, en utilisant culture et patrimoine pour favoriser des connexions émotionnelles avec la nature.

Le rôle multiforme des parlementaires et des autorités locales

- Prioriser les enjeux environnementaux transfrontaliers urgents dans les discussions parlementaires et la coopération régionale.
- Soutenir les réformes légales et administratives accordant aux municipalités une autonomie financière et administrative pour mettre en œuvre des politiques environnementales et climatiques adaptées aux besoins locaux. Les autorités locales doivent être reconnues comme partenaires clés pour atteindre les objectifs de durabilité nationaux et régionaux.
- Faciliter une collaboration structurée entre parlementaires, autorités locales, société civile et jeunes pour codévelopper et mettre en œuvre des initiatives environnementales, notamment la promotion de la Convention d'Aarhus, un instrument international sur la démocratie environnementale qui reconnaît que, pour être efficace, l'action climatique nécessite la responsabilisation des gouvernements, la participation du public et la protection de l'espace civique.
- Encourager les députés à maintenir des liens étroits avec leurs circonscriptions, y compris les groupes marginalisés et vulnérables, pour que les politiques et projets reflètent les réalités locales et les besoins communautaires.
- Promouvoir des plateformes comme le Cercle des parlementaires méditerranéens pour le développement durable (COMPSUD) pour faciliter l'échange et la diffusion des meilleures pratiques, politiques innovantes et interventions réussies en gestion environnementale, adaptation climatique, agriculture, gestion de l'eau et durabilité urbaine parmi les parlements.
- Reconnaître les journalistes et professionnels des médias comme partenaires clés pour mieux formuler les informations et messages environnementaux clés, et transmettre les politiques environnementales et de durabilité au public.
- Établir des mécanismes pour intégrer les recommandations des femmes et des jeunes dans l'élaboration des politiques et fournir un suivi clair sur leur mise en œuvre.

Comment les médias traditionnels et nouveaux peuvent façonner les comportements climatiques

- Adapter les messages aux réalités locales. La communication climatique doit être ancrée dans les contextes culturels, linguistiques et sociaux de chaque communauté. Les récits globaux et objectifs abstraits doivent être traduits en histoires reflétant la vie quotidienne et les priorités locales.
- Parler la langue des gens – littéralement et culturellement. Utiliser des expressions locales, des images et références qui rendent le changement climatique tangible. Le relier aux enjeux qui

comptent le plus – eau, nourriture, emplois, santé ou patrimoine – plutôt qu’à des métriques globales lointaines.

- Passer de la communication descendante au dialogue. La communication ne doit pas prendre la forme d’un cours magistral mais être engageante. Créer des espaces d’écoute, de cocréation et de feedback, pour que les gens se sentent entendus et impliqués dans l’élaboration des solutions.
- Autonomiser les voix communautaires de confiance. Les messages ont plus d’impact lorsqu’ils sont transmis par des personnes auxquelles le public fait déjà confiance, telles que les dirigeants locaux, les enseignants, les agriculteurs, les groupes de jeunes et de femmes locaux ou les organisations communautaires, plutôt que par des institutions ou des théoriciens.
- Montrer des solutions pratiques et adoptables. Se concentrer sur ce que les individus et communautés peuvent faire. Mettre en avant des exemples concrets d’action et de succès, plutôt que des appels abstraits au changement de comportement.
- Nourrir et soutenir le journalisme environnemental. Le nombre croissant et la qualité des journalistes spécialisés en environnement dans la région doivent être renforcés par une formation soutenue, du mentorat et un accès à des données crédibles et à des réseaux d’experts.
- Investir dans la prochaine génération de communicateurs. Les exemples de réussite démontrent l’intérêt de parrainer de jeunes journalistes et créateurs de contenu capables de traduire des concepts scientifiques complexes en récits accessibles et inspirants.
- Exploiter les réseaux sociaux de manière responsable. Engager des influenceurs et des conteurs numériques pour toucher les jeunes et les femmes— mais veiller à ce que la crédibilité, l’exactitude et la transparence restent au cœur du processus. La confiance vaut plus que la viralité.
- Promouvoir la collaboration intersectorielle. Des partenariats solides entre journalistes, ONG, chercheurs et éducateurs sont essentiels. Chacun apporte des compétences complémentaires – narration, accès communautaire et données probantes— qui ensemble peuvent transformer la sensibilisation en action. Les résultats de cette coopération résonnent aussi auprès des décideurs.
- Raconter l’histoire climatique de la Méditerranée avec urgence et espoir. Mettre l’accent sur les défis communs, mais aussi sur les solutions communes, en soulignant que les communautés de toute la région disposent des connaissances et de la créativité nécessaires pour agir dès maintenant en faveur d’un avenir durable.
- Engager les journalistes et organisations médiatiques comme partenaires actifs dans les projets et processus, et non seulement pour diffuser les résultats. Explorer la création d’une base de données régionale de spécialistes des médias sur les enjeux environnementaux et de durabilité, et renforcer les partenariats entre institutions de formation en journalisme et médias dans la région.

Appliquer des approches transformatrices en matière de genre dans l’action environnementale et climatique de la société civile méditerranéenne

- Reconnaître les femmes non comme victimes mais comme agentes actives du changement dans l’action climatique, en veillant à ce que leurs connaissances, leadership et capacités soient pleinement intégrés dans les politiques climatiques, les efforts d’adaptation et d’atténuation.
- Veiller à ce qu’une transition verte cohérente soit ancrée dans l’égalité des genres, y compris en adaptant les stratégies de communication aux différents groupes cibles de manière à éviter de renforcer les stéréotypes de genre.
- Intégrer une perspective systématique et transformatrice en matière de genre à toutes les étapes du travail d’action environnementale/climatique, en reconnaissant l’interdépendance vitale entre durabilité environnementale et systèmes sociaux.

- Adopter une approche transformatrice et sensible au genre dans tous les secteurs en autonomisant les femmes par l'accès aux ressources financières, le renforcement des capacités et la formation dans des domaines tels que le développement et la gestion de projets.
- Créer un lien entre les Plans d'action nationaux (PAN) sur les femmes, la paix et la sécurité et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) en intégrant une stratégie genre claire, tout en veillant à ce que les PAN incluent un pilier climatique dédié à la prévention, la préparation et la réponse.
- Concevoir et mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités destinées aux organisations de la société civile, en vue de la création de réseaux locaux de médiateurs chargés des questions relatives aux femmes et aux jeunes, qui permettraient d'adapter les Plans d'action nationaux (PAN) aux besoins locaux en matière de femmes, de paix et de sécurité.
- Veiller à l'intégration d'approches sensibles au genre dans la « Stratégie pour le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes dans le continuum de la source à la mer en Méditerranée » qui sera entérinée lors de la prochaine Réunion ministérielle de l'UpM sur l'eau en 2026 et dans sa Feuille de route.
- Veiller à ce que les interventions climatiques et environnementales répondent aux besoins spécifiques des femmes, promeuvent l'égalité des genres dans la société et renforcent la participation des femmes aux processus décisionnels à tous les niveaux, allant au-delà de la participation pour assurer leur influence substantielle sur les politiques, stratégies et actions à tous les niveaux.
- Mettre en œuvre des évaluations/analyses de genre complètes au niveau local pour mieux comprendre les inégalités existantes et guider la conception et l'application de stratégies transformatrices en matière de genre, en rendant compte des priorités et lacunes pour que les interventions soient adaptées et fondées sur des données probantes.
- Renforcer les cadres légaux protégeant les femmes sur le terrain et assurer la reddition de comptes et l'application en cas d'abus ou de harcèlement. Parallèlement, mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et de renforcement des capacités pour les OSC afin d'aborder les violences basées sur le genre et les normes sociales qui les perpétuent.
- Établir des espaces sûrs pour les femmes dans les communautés rurales afin d'aborder collectivement les défis sociaux tout en les reliant à des opportunités d'autonomisation économique via la promotion de solutions fondées sur la nature évolutives et à faible coût (SFN).
- Créer des marchés et plateformes de formation où les femmes peuvent développer des compétences génératrices de revenus et renforcer leur indépendance économique.
- Localiser les agendas et projets en veillant à l'inclusion significative des femmes des zones reculées et géographiquement éloignées dans les processus décisionnels liés, pour que les interventions soient pertinentes, accessibles et efficaces afin de soutenir leur autonomisation sociale et économique.
- Veiller à une mobilité sûre et libre pour les femmes (et les jeunes), en renforçant la protection et l'accès aux opportunités afin qu'ils puissent s'engager activement dans le plaidoyer, y compris sur le climat et l'environnement, aux niveaux régional et international, et pas seulement local ou national.
- Les OSC travaillant sur l'environnement et le climat doivent adopter des indicateurs sensibles au genre et aller au-delà des cadres de mesure traditionnels, en veillant à ce que les progrès en matière d'égalité des genres et d'inclusion soient efficacement suivis et évalués. Développer et promouvoir également des applications mobiles pour les femmes afin de fournir des informations accessibles sur les impacts environnementaux de leur travail.

- Les ONG environnementales manquant d'expertise genre devraient s'associer à des organisations ayant une expérience pertinente. La collecte de données désagrégées par genre aide à plaider pour des politiques environnementales et climatiques sensibles au genre.
- Les OIG, IFI et gouvernements doivent renforcer leurs efforts en cours pour intégrer l'égalité des genres à la fois dans leurs opérations institutionnelles et leurs activités.

Recommandations spécifiques des jeunes du Forum méditerranéen des parties prenantes sur l'environnement et l'action climatique

Ces recommandations adressées aux décideurs, organisations internationales et autres acteurs influents, synthétisent les interventions clés des jeunes pendant le Forum, ainsi que les résultats d'une session jeunesse autoorganisée dédiée et d'une coordination à distance post-événement. Plus de 18 jeunes du sud et de l'est de la Méditerranée, ainsi que d'Europe, ont participé et contribué.

Gouvernance et éducation

- Reconnaître l'activisme des jeunes comme composante légitime et essentielle de la prise de décision liée à l'environnement et au climat, en traitant les jeunes comme partenaires dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et la reddition de comptes des politiques.
- Veiller à ce que les mécanismes régionaux climatiques et environnementaux intègrent des quotas obligatoires de représentation des jeunes, accompagnés de flux de financement dédiés permettant aux délégués jeunes de participer de manière significative, de voyager et de suivre la mise en œuvre.
- Soutenir la création d'un Groupe de travail jeunesse méditerranéen pour le climat et l'environnement, formellement lié aux organes régionaux tels que le PNUE-PAM et le CMDD, l'UpM, ou des processus comme le Pacte pour la Méditerranée, lié aux initiatives et réseaux jeunesse existants (Groupe jeunesse méditerranéen, EU Jeel Connectors, Délégués jeunesse UpM, Media Connect, etc.), pour servir de mécanisme permanent assurant une participation structurée, continue et significative des jeunes dans la conception, le suivi et l'évaluation des politiques environnementales et climatiques méditerranéennes.
- Promouvoir le développement de programmes régionaux de diplomatie climatique jeunesse pour préparer les jeunes à participer aux négociations internationales, dialogues régionaux et plateformes de gouvernance environnementale transfrontalière.
- Veiller à une mobilité sûre et libre pour les femmes et les jeunes, en renforçant la protection et l'accès aux opportunités afin qu'ils puissent s'engager activement dans le plaidoyer aux niveaux régional et international, et pas seulement local ou national.
- Reconnaître l'importance de l'éducation pour autonomiser les jeunes pour le développement durable dans la région, pour favoriser la collaboration, le changement de comportement et la sensibilisation environnementale à travers la Méditerranée.
- Renforcer la mise en œuvre et le financement de la Stratégie méditerranéenne sur l'Éducation au développement durable et son Plan d'action, en tant que cadre commun pour le changement transformateur, en intégrant l'alphabétisation océanique et climatique dans les systèmes éducatifs formels et informels à tous les niveaux, et en soutenant les initiatives de sensibilisation et d'engagement menées par les jeunes dans la région. Fournir les compétences nécessaires aux jeunes pour traduire une science complexe en récits accessibles et inspirants et ainsi être efficaces pour changer le comportement de leurs pairs.
- Adopter une politique de stages équitable permettant aux jeunes – y compris ceux sans expérience préalable – d'accéder et de gagner une expérience pratique en droit environnemental local et international, soutenue par une diffusion inclusive, des processus de candidature simples, des

critères de sélection transparents, une assistance financière et une exposition concrète aux processus juridiques environnementaux réels aux niveaux local et global.

Climat/Biodiversité

- Accélérer la création – ou le renforcement – de comités nationaux multipartites (comme requis par l’Accord de Paris), avec l’engagement des jeunes, pour suivre la mise en œuvre des CDN, évaluer les progrès et améliorer la transparence et l’efficacité de l’action climatique ; de même pour d’autres processus mondiaux (CDB, CNULCD, etc.).
- Les jeunes réclament :
 - le renforcement et l’opérationnalisation de la coopération régionale sur l’adaptation côtière en s’appuyant sur le Protocole GIZC, le Cadre régional actualisé d’adaptation au changement climatique (CRACC) 2026–2035 (qui a été adopté en décembre 2025), et d’autres stratégies régionales et nationales, tout en priorisant les zones vulnérables, telles que Djerba et Kerkennah, via une surveillance coordonnée, des systèmes d’alerte précoce et des infrastructures résilientes au climat.
 - la restauration et la protection urgentes des points chauds clés de biodiversité, des zones humides côtières et des écosystèmes marins.
 - un accès équitable et inclusif aux technologies d’énergie renouvelable, un renforcement de la coopération transfrontalière et un soutien aux efforts conjoints de renforcement des capacités pour que tous les pays méditerranéens avancent dans la transition énergétique.
 - la promotion et l’opérationnalisation des solutions fondées sur la nature (SFN) et des approches Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) dans le continuum de la source à la mer (S2S) en Méditerranée pour renforcer la coordination sectorielle, la synergie et l’efficacité au bénéfice des générations futures.

Économie circulaire

- Adopter des mesures politiques, y compris des subventions ciblées, des incitations fiscales et des programmes de stages, pour soutenir les startups et initiatives menées par les jeunes dans la réparation, le upcycling et le design circulaire afin de passer de la seule gestion des déchets à la promotion d’une pensée circulaire et permettre aux jeunes innovateurs de construire des entreprises viables dans l’économie circulaire.
- Encourager les universités méditerranéennes à établir des hubs d’innovation circulaire menés par les jeunes servant de laboratoires vivants pour tester des solutions telles que les initiatives d’écodesign, les systèmes de compostage et les espaces de réparation, avec des politiques nationales et régionales reliant ces hubs à des mécanismes de financement vert pour assurer une innovation soutenue au-delà du cadre académique.
- Développer un « Défi Méditerranée Zéro Déchet » régional centré sur les jeunes qui mobilise villes et communautés via une compétition amicale, soutenue par des mécanismes de coopération méditerranéenne pour fournir visibilité, mentorat et assistance technique aux modèles menés par les jeunes ayant un impact, tout en favorisant une culture de responsabilité partagée et de collaboration.
- Les jeunes appellent à un renforcement de la coordination régionale sous les Conventions de Bâle et de Barcelone pour prévenir les transferts illégaux de déchets, y compris les navires en fin de vie, via une surveillance améliorée des ports, une coopération transfrontalière et des capacités d’application renforcées.

Les jeunes saluent les initiatives et efforts régionaux qui se concentrent sur eux-mêmes et les impliquent, comme la Stratégie Jeunesse de l’UpM, l’initiative d’élargir la catégorie des Membres Non-Parties Contractantes du CMDD pour inclure les organisations régionales et sous-régionales de jeunes (et de femmes) travaillant dans le domaine de l’environnement et du développement durable. Les

attentes des jeunes sont également élevées vis-à-vis du nouveau Pacte pour la Méditerranée, où il est clairement mentionné qu'une attention particulière doit être accordée à l'autonomisation et à l'engagement constructif des jeunes.

Les jeunes remercient les organisateurs du Forum, se réjouissent d'un événement de suivi similaire dans deux ans et s'engagent à rester mobilisés et actifs d'ici là.

Recommandations spécifiques au FEM et à l'UE en matière de suivi de l'action environnementale et climatique

- Accroître la sensibilisation aux opportunités de financement et d'innovation de l'UE, du FEM et d'autres partenaires, et veiller à l'accès à l'assistance technique, aux subventions et aux programmes de mobilité pour soutenir les innovations.
- Mobiliser la finance durable et obliger les gouvernements, IFI, délégations de l'UE, partenaires d'exécution, etc. à impliquer activement la société civile, les jeunes, les femmes et les médias comme partenaires dès la phase de conception (par ex. dans les Initiatives Team Europe et autres programmes soutenus par l'UE, dans le FEM-9) pour renforcer l'appropriation locale et la visibilité des projets communautaires.
- Donner la priorité à l'adaptation climatique à court et moyen terme, tout en maintenant des efforts forts d'atténuation pour la durabilité à long terme, en investissant dans des infrastructures capables de résister aux contraintes climatiques comme l'élévation du niveau de la mer et les événements météorologiques extrêmes.
- S'engager à réduire la dépendance aux combustibles fossiles, à des stratégies d'énergie renouvelable inclusives dans une approche WEFE, et à une collaboration transméditerranéenne veillant à ce qu'aucun pays ne soit laissé pour compte.
- Promouvoir l'« intelligence de l'eau » en écho à l'appel de la Semaine de l'eau du Caire 2025 pour des solutions numériques éthiques et inclusives afin d'exploiter le changement technologique rapide pour le développement durable. La même chose peut s'appliquer à d'autres approches de gestion des ressources et secteurs.
- Autonomiser les modèles de gestion locaux et communautaires qui favorisent la combinaison de savoirs traditionnels, de nouvelles technologies et outils de planification participative.
- Développer une plateforme ou un dépôt régional (ou consolider les existants fragmentés) pour documenter et partager les bonnes pratiques dans tous les domaines de la durabilité environnementale, y compris la gestion de l'eau, l'adaptation climatique, l'agriculture, la biodiversité et les systèmes alimentaires. La plateforme devrait inclure de brèves notes conceptuelles, des études de cas et des histoires de succès pour faciliter la réplique, l'innovation et l'apprentissage transfrontalier dans toute la région méditerranéenne.
- Spécifiquement pour les journalistes et organisations médiatiques, les engager comme partenaires actifs dans les projets et programmes pour sensibiliser le public aux initiatives de durabilité. Les efforts devraient inclure le renforcement des capacités des professionnels des médias pour simplifier les concepts techniques et scientifiques pour un public plus large, et explorer la création d'une base de données régionale de spécialistes des médias sur les enjeux environnementaux et de durabilité.
- Renforcer la transparence et le suivi des progrès nationaux et locaux en matière de protection environnementale et d'action climatique.

- S'engager à transformer les promesses mondiales en changements tangibles pour les personnes et les écosystèmes.

Le changement de comportement et l'impact transformateur nécessitent une sensibilisation systématique, l'éducation, le renforcement des capacités, une gouvernance inclusive à tous les niveaux et un dialogue soutenu – reliant science, politique, société et finance.

Synthèse globale des propositions du Forum

Les participants du Forum des parties prenantes méditerranéennes ont souligné que pour obtenir un changement de comportement significatif sur l'environnement et le climat, il faut des approches systémiques, inclusives et fondées sur la science qui relient politique, société et vie quotidienne.

Plusieurs priorités transversales ont été régulièrement mises en avant : renforcer une gouvernance environnementale inclusive et participative ; généraliser les solutions qui ont fait leurs preuves, notamment les approches fondées sur la nature et l'économie circulaire ; investir dans l'éducation, la communication fondée sur la science et le changement des comportements ; accélérer la mise en œuvre des engagements en matière de climat et de biodiversité ; et renforcer la coopération régionale en Méditerranée ainsi que l'échange de connaissances.

Dans tous les domaines thématiques, les participants ont mis en avant le besoin urgent de renforcer les cadres de gouvernance, d'accélérer la mise en œuvre et de passer des engagements à l'action via des processus transparents, responsables et participatifs. La société civile, les jeunes, les femmes, les autorités locales, les parlementaires, les médias et le milieu académique ont été systématiquement identifiés comme des partenaires essentiels – et non des acteurs périphériques – dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques environnementales et climatiques.

L'Éducation au développement durable est apparue comme un catalyseur fondamental de la transformation à long terme, appelant à intégrer institutionnellement et culturellement la durabilité dans les systèmes éducatifs formels, non formels et informels. Les participants ont insisté sur l'importance d'autonomiser les jeunes et de renforcer les cadres régionaux tels que la Stratégie méditerranéenne sur l'EDD.

Aborder des défis complexes comme la pollution plastique, la perte de biodiversité et les impacts du changement climatique nécessite des approches coordonnées, fondées sur la science, intégrées et du type source-mer, combinées à une communication efficace et à l'innovation sociale. Élargir les solutions éprouvées tout en les adaptant aux contextes locaux a été souligné comme une priorité.

Les participants ont mis en avant la nécessité de traduire les objectifs mondiaux en actions réalistes et appropriées localement via une planification inclusive, une gestion communautaire et des solutions fondées sur la nature qui délivrent des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques. Les réserves de biosphère de l'UNESCO et d'autres modèles participatifs ont été identifiées comme des plateformes clés pour l'intégration.

L'égalité des genres et la participation des jeunes ont été identifiées comme des prérequis transversaux pour une action climatique et environnementale réussie. Les participants ont réclamé

des approches transformatrices en matière de genre et inclusives pour les jeunes qui vont au-delà de la représentation, vers une influence significative, soutenue par l'accès au financement, à la mobilité, au renforcement des capacités et à des mécanismes de participation institutionnalisés.

Les contributions des jeunes ont en outre démontré l'importance de mécanismes d'engagement structurés et durables, en proposant des solutions concrètes en matière de gouvernance, d'éducation, de changement des comportements, de diplomatie climatique, d'innovation et d'économie circulaire dans toute la région méditerranéenne.

Les médias et la communication ont été reconnus comme des leviers essentiels du changement de comportement, nécessitant des voix de confiance, des récits locaux, un journalisme éthique et une collaboration intersectorielle pour bâtir la confiance publique et contrer la désinformation.

Les participants ont appelé l'UE, le FEM et d'autres partenaires à prioriser l'adaptation climatique, les transitions vertes inclusives, la finance durable et la transparence, tout en veillant à ce que les engagements mondiaux se traduisent en améliorations tangibles pour les communautés et écosystèmes méditerranéens.

Enfin, les participants ont manifesté un grand intérêt pour la poursuite du dialogue et des partenariats initiés par le Forum, notamment par le biais de futurs échanges régionaux entre les parties prenantes, susceptibles de continuer à favoriser la collaboration, l'apprentissage mutuel et l'action commune sur les priorités environnementales et climatiques de la Méditerranée. Des efforts sont déjà en cours pour explorer la possibilité d'organiser un forum régional de suivi en 2027 afin d'évaluer les progrès accomplis et de maintenir la dynamique lancée.